

Samuel DEPRAZ, Ute CORNEC, Ulrike GRABSKI-KIERON,
dirs, *Acceptation sociale et développement des
territoires*

Lyon, ENS Éd., coll. Sociétés, Espaces, Temps, 2016, 266 pages

Arine Kassabian



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11313>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.11313](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11313)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 511-513

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Arine Kassabian, « Samuel DEPRAZ, Ute CORNEC, Ulrike GRABSKI-KIERON, dirs, *Acceptation sociale et développement des territoires* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 20 avril 2024. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11313> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11313>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

fondamentalement inégalitaires et élitistes, de l'exception et de l'héroïsme [...]. Ainsi, si changement de ton et de perspective il y a, les présupposés idéologiques et esthétiques eux demeurent » (p. 251).

Le focus porté par ce livre sur l'univers des banlieues nous renvoie inexorablement à un imaginaire social en train de s'actualiser, fondé sur des logiques sémiotiques multiples, signifiantes et forcément différenciantes. On y touche profondément le social et ses représentations, les imaginaires, les territoires, les identités, les univers linguistiques et symboliques, les dimensions culturelles et artistiques, les représentations médiatiques, tout en sentant une focalisation cristallisée autour de la question des « jeunes » face à leur devenir. Dans la perspective des *cultural studies*, la dimension sociale et culturelle est particulièrement approfondie en révélant une culture de la banlieue, tant du point de vue de la littérature, du rap, du cinéma, du wesh que des projets d'expressions artistiques comme possibles éthopoièses politiques et culturelles. La thématique de la banlieue et de sa culture propre, analysée comme opposition, clivage et différence avec le français, est présente et mise en évidence dans plusieurs textes. On sent très bien les tensions culturelles entre « ordre » républicain et « ghetto », renforçant des dialectiques-oppositions « français/étrangers – mondialisation/nation – intégration/ségrégation », cristallisées autour de la question des banlieues. La dimension humaine et existentielle des habitants est particulièrement prise en compte dans la majorité des textes et, de ce point de vue, l'ouvrage peut constituer une excellente introduction à ce que nous appellerions une anthropologie des banlieues. La vision multidisciplinaire des chercheurs et leurs regards croisés enrichissent considérablement les points de vue et analyses en confrontant analyses sociales, linguistiques, médiatiques, ethnométhodologiques, culturelles, artistiques, communicationnelles, géographiques.

Peut-être une perspective plus historienne des banlieues aurait-elle été bienvenue, car l'histoire des banlieues semble commencer dans la plupart des textes après-guerre, avec la généralisation des HLM, mais préexistait bien avant. Un regard sur l'histoire longue et l'histoire courte – façon Fernand Braudel – aurait été intéressante pour comprendre une « archéologie » de la banlieue et la construction du terme au fil des temps. Dans le même sens, bien que le programme de recherche indique une dimension internationale, la grande majorité des textes s'attache à la dimension française des banlieues. Une comparaison avec d'autres pays européens aurait pu permettre une meilleure compréhension à titre comparatif de l'espace français,

même si plusieurs textes notent l'influence culturelle nord-américaine. Une autre dimension intéressante à développer aurait été celle d'une analyse plus profonde des politiques de la ville, même si cette question apparaît en filigrane dans le premier chapitre.

Toutefois, malgré ces quelques réserves dans une perspective de critique positive, la pluralité et la profondeur des points de vue montre que les banlieues constituent des espaces sociaux spécifiques, liés à des processus d'urbanisation rapides, au cœur de mutations et de processus irréversibles, et se retrouve régulièrement au cœur de l'actualité politique et sociale. Il était donc important d'avoir une large vue – dans une perspective d'une véritable anthropologie culturelle de la – (ou des) – banlieue(s). Enfin l'ensemble révèle en trame de fond tout ce qui constitue notre imaginaire social, médiatique et politique, ce qu'Émile Durkheim appelait l'idéation collective, portant en soi son propre imaginaire et sa propre autopoïèse. D'où l'intérêt de la lecture plurielle de ce livre, tant du point de vue de la recherche, que de l'actualité mais aussi du regard citoyen.

Alain van Cuyck

*Élico, université Jean Moulin Lyon 3, F-69000
alain.van-cuyck@univ-lyon3.fr*

Samuel DEPRAZ, Ute CORNEC, Ulrike GRABSKI-KIERON, dirs, *Acceptation sociale et développement des territoires*
Lyon, ENS Éd., coll. Sociétés, Espaces, Temps, 2016, 266 pages

Acceptation sociale et développement des territoires reprend certaines contributions du deuxième séminaire doctoral franco-allemand de géographie qui a eu à Lyon en 2012. Il reflète la variété du spectre thématique, méthodologique et conceptuel existant sur le champ de la recherche relatif au développement territorial et à son acceptation sociale. L'ouvrage vise également à démontrer l'importance des dimensions subjectives dans le processus d'acceptation des innovations territoriales et des projets d'aménagement.

L'expression « acceptabilité sociale » prend en considération les processus de gestion et de développement des territoires. Elle regroupe les conditions de réception d'une innovation territoriale qui vise à l'aménagement et au développement du territoire. L'étude de l'acceptabilité sociale d'un projet tend à prévenir les conflits et les tensions entre les différents acteurs du terrain. La quête d'une acceptation sociale ne consiste pas à éradiquer les conflits, mais plutôt à trouver des consensus et à préserver

les négociations et la médiation entre les parties (pp. 14-15). L'acceptation sociale maximale reste une idée illusoire, l'idéal étant d'avoir une meilleure acceptation sociale à travers la compréhension des différents facteurs qui l'affectent (p. 23).

Différents facteurs subjectifs interfèrent dans l'acceptation sociale. En effet, chaque territoire et ses habitants ont leurs particularités, ce qui rend les territoires irréductibles à un simple espace. Il existe également différents ordres d'acceptation sociale, comme l'acceptation d'ordre socio-politique, d'ordre communautaire ou d'ordre marchand : le premier est celui attesté par les porteurs d'enjeux et de décisions ; le second est centré sur les riverains et s'appuie sur les représentations collectives et la justice sociale, alors que le dernier est une approche économique prenant en compte la satisfaction des « consommateurs » et l'évaluation des coûts et des avantages. Les différents facteurs qui interfèrent dans l'acceptation sociale peuvent être étudiés par des outils de la science socio-politique, de la psychologie sociale, de la géographie ou de l'aménagement (p. 20).

Il existe également des concepts et thèmes transversaux qui ont un rôle important dans l'acceptation sociale des territoires. *Acceptation sociale et développement des territoires* en relève trois. Le premier est l'attention visuelle. Elle est la base sensible, esthétique et émotionnelle de l'acceptation sociale (p. 21). Le second concept est le décryptage des logiques implicites de pouvoir. Il s'agit de comprendre comment un régime de gouvernance peut influencer sur l'acceptabilité sociale de projets à travers sa capacité d'innovation ou d'adaptation (p. 23). Le troisième concept est l'importance d'une herméneutique des pratiques de territoire. En effet, pour faire accepter un projet, il faut le faire inscrire en conformité avec les représentations et les pratiques du territoire, ou faire évoluer ces représentations en fonction du projet (p. 26).

Acceptation sociale et développement des territoires aborde la question de l'acceptabilité sociale à travers quatre thèmes d'aménagement : le projet urbain (p. 37), le développement des transports durables (p. 89), la gouvernance régionale (p. 143) et la protection du patrimoine naturel et culturel (p. 189).

De nos jours, les villes sont devenues les lieux où se concentrent la majorité des ressources, qu'elles soient humaines, financières ou culturelles. Cependant, la plupart des villes européennes tendent à se ressembler : on y retrouve les mêmes chaînes de magasins et les mêmes types de bâtiments. Ainsi l'attractivité d'une

ville ou d'un quartier dépend-elle ne dépend plus des infrastructures, mais surtout de la qualité des services offerts aux habitants. Dans ce cadre, les « projets » de villes se présentent comme des instruments novateurs dans la « production » de villes : ils prennent en compte les particularités de chaque territoire et la position des acteurs locaux, d'où leur intérêt dans la production d'une acceptation sociale. L'une des composantes qui affecte le plus l'acceptation sociale d'un projet est son aspect visuel qui est capable de persuader ou de dissuader les habitants d'un territoire.

L'un des principaux objectifs des villes européennes est devenu la réduction de l'émission de polluants à travers, surtout, le développement des transports durables. Ceci sous-entend la réduction de la place de l'automobile et des transports individuels motorisés et le développement des réseaux de transport en commun dans l'espace urbain. Cependant, l'acceptabilité sociale de ces changements fait appel à des ressorts d'ordre culturel, psychologique, voire affectif. En effet, contrairement à ce qui est montré par les recherches – que les urbains adoptent les modes de transport doux et les périurbains la voiture –, ce sont les préférences résidentielles qui prévoient le mieux le mode de transport utilisé par une personne et l'acceptation sociale de nouveaux modes de transport. De plus, l'adoption des nouveaux modes de transport s'étend sur une période plus longue que celle du projet ou de la politique de mise en place : les habitants d'une région ont besoin de temps pour s'adapter aux nouveaux modes de transport mis à leur disposition et pour commencer à les utiliser de façon régulière. Il est également important de noter que la disponibilité des réseaux de transport en commun est devenue un élément décisif du choix du lieu d'habitation : les utilisateurs des transports en commun préfèrent habiter des zones de la ville qui sont bien servis par les transports en commun.

Avec le développement des villes, les régions sont devenues irréductibles aux frontières et dépendent de l'ancrage territorial des acteurs et de leurs dispositions à prendre en charge des régions. Le développement régional peut donc être considéré comme un processus dynamique et actif et qui ouvre un espace de coopération entre acteurs publics et privés. La participation des habitants peut varier assez fortement : elle peut aller d'une simple information à leur inclusion dans la prise de décisions. Les processus de développement régional sont ainsi considérables sous l'angle de l'acceptation sociale. En effet, depuis les années 90, ces processus ne cherchent plus seulement à réduire l'impact sur l'environnement et à s'adapter aux changements climatiques, mais cherchent également à appliquer une

forme de « justice sociale » à travers la répartition des ressources de manière équitable pour satisfaire les besoins des individus et contribuer à la stabilité de la société. Un développement régional socialement acceptable recouvre donc le sens d'une responsabilité collective envers autrui et l'environnement et donne force à l'idée d'une forme d'autogestion régionale par la coopération et l'initiative sociale.

Le dernier thème abordé dans cet ouvrage est l'acceptation sociale d'objets du patrimoine. Protéger le patrimoine signifie de mettre en valeur des objets considérés comme ayant une valeur identitaire ou sociale. Ces objets peuvent être culturels, comme des monuments historiques ou naturels comme des écosystèmes caractérisés par leur rareté et leur richesse. La protection du patrimoine implique également la prise de mesures juridiques de protection, donc des contraintes d'aménagement, de limitation d'usage ou même d'interdiction d'accès à un terrain. La dimension identitaire des objets protégés n'est cependant pas reconnue par tous les habitants d'un territoire, surtout lorsqu'il s'agit d'objets peu évidents et controversés. Ceci est le cas d'objets qui relèvent du patrimoine industriel ou d'écosystèmes traditionnellement jugés répulsifs comme les marais, les prairies sèches et à faible valeur agricole ou des espèces considérées comme nuisibles. Pour cela, la pratique contemporaine de la protection du patrimoine a évolué vers une approche plus adaptative, capable de tenir compte des populations locales impactées, de les impliquer dans la démarche de protection et de leur montrer une perspective future.

En s'appuyant sur des études et des observations effectués sur différents territoires, *Acceptation sociale et développement des territoires* a ainsi traité les principaux points envisagés dans l'acceptation sociale de projets de développement régional et territorial. Ces points sont la représentation sociale du territoire, les logiques de pouvoir entre les acteurs du territoire et les usages et la pratique du territoire en question.

Arine Kassabian

Vips², Université Rennes 2, F-35000
arine.kassabian@univ-rennes2.fr

Benjamin DERBEZ, Zoé ROLLIN, *Sociologie du cancer*
Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2016, 138 pages

L'ouvrage débute par la justification d'une approche sociologique du cancer. Après avoir établi la réalité chiffrée de ce « fléau des temps modernes » (p. 3), l'intérêt sociétal du cancer est posé et les auteurs s'étonnent que la maladie soit encore un objet trop peu

sociologique. L'objectif visé est de « mettre en évidence les enjeux sociaux du cancer » (p.5) en faisant dialoguer la sociologie avec les autres sciences sociales. Notons à ce sujet que Benjamin Derbez et Zoé Rollin semblent avoir une vision étroite des sciences sociales oubliant la psychologie, les sciences de l'information et de la communication (sic) ou l'économie, qui ont pourtant toutes fournies des travaux intéressants sur le cancer.

Quatre chapitres structurent la réflexion des deux auteurs et découpent l'ouvrage. Les deux premiers chapitres, dans une approche socio-historique, s'attachent à montrer comment une « biomédecine du cancer » en France et aux États-Unis s'est imposée. Benjamin Derbez et Zoé Rollin entendent montrer que cette installation ne renvoie pas seulement à des éléments scientifiques ou médicaux, mais aussi à une congruence de facteurs politiques, sociétaux et économiques. Ils dégagent trois tournants historiques : le XIX^e siècle qui entreprend les premiers aspects curatifs du cancer; la période 1900-1960 qui inaugure l'utilisation des radiothérapies et chimiothérapies, et enfin, depuis les années 1970, la mobilisation et l'implication des patients et de leur entourage dans la prise en charge et les recherches. Les auteurs montrent ensuite habilement comment le cancer est passé d'un « déséquilibre de la circulation des humeurs » à une « pathologie curable de nature cellulaire » (p. 8). La recherche de nouvelles thérapies se fait au XX^e siècle sous l'impulsion de groupes militants, telles la Ligue contre le cancer en France dès 1918 ou l'American Cancer Society aux États-Unis à partir de 1945. L'oncologie médicale apparaît ainsi comme une spécialité à part entière dans les années 1960. Le premier chapitre (pp.7-28) se termine sur l'exposition du processus de politisation de la lutte contre le cancer dans les deux pays. L'implication de la classe politique dans la lutte contre le cancer aux États-Unis se fait dans un esprit de « conquête » concrétisée par le *National Cancer Act* de décembre 1971 (p. 20). La volonté mais aussi des moyens sans précédents sont ainsi mis en œuvre par le président Nixon pour mener à bien une véritable « guerre » contre cette maladie qui aboutit à la fin des années 1980 à de nouvelles thérapies bénéficiant des progrès de la génétique notamment.

Au-delà de cette histoire médicale relativement bien connue, les auteurs montrent surtout comment les malades deviennent des acteurs à part entière de la recherche contre le cancer: Dans le sillage du National Breast Cancer Coalition (NBCC), ils militent efficacement auprès des autorités politiques nationales, devenant même pour certains, une « contre-expertise crédible et autonome » (p. 24). Dans une analyse comparative stimulante, les auteurs montrent ensuite le rôle central